

M. Scarascia Mugnozza. — (I) Monsieur le Président, avant que nous mettions la deuxième partie de l'amendement aux voix, je voudrais préciser, afin d'éviter tout malentendu, que je suis d'accord avec son contenu. Grâce à une politique sociale commune, nous devons atteindre les objectifs que M^{lle} Lulling a rappelés, à savoir une politique de plein emploi et une amélioration du niveau de vie. Je souscris entièrement à ces objectifs, mais je ne suis pas d'accord qu'on les énumère à cet endroit parce qu'à mon avis, ils sont inclus dans l'expression « politique économique et conjoncturelle ».

M. le Président. — Monsieur Scarascia Mugnozza, voulez-vous que cette partie de l'amendement soit ajoutée à un autre paragraphe ou qu'elle soit rejetée ?

M. Scarascia Mugnozza. — (I) Non, je désire simplement éviter de créer un malentendu en votant contre la deuxième partie de l'amendement, autrement dit, éviter de donner l'impression que je suis contre son contenu et, plus particulièrement, contre la politique de plein emploi et le relèvement du niveau de vie. Loin d'y être opposé, j'y suis favorable. Cependant, cette adjonction est inutile, car dès lors que l'on parle de politique économique et conjoncturelle, on y inclut également ces deux concepts.

M. le Président. — La parole est à M. Vals.

M. Vals. — Monsieur le Président, je prie le rapporteur de m'excuser, mais je ne vois pas en quoi la proposition faite par M^{lle} Lulling peut être gênante. Si ces éléments sont inclus, tant mieux, ce sera une redite. Je ne voudrais pas me livrer ici à un débat sur des politiques conjoncturelles qui peuvent ne pas prévoir le plein emploi. Ce que nous souhaitons, nous, c'est que la politique conjoncturelle et économique qui sera mise en œuvre soit une politique qui assure le plein emploi.

Je pense que tout le monde sera donc d'accord pour voter suivant la proposition de M^{lle} Lulling, car cela ne fera que confirmer ce que M. le Président de la commission politique trouve à l'intérieur de son texte. Je crois qu'il vaut mieux, quand même, qu'un certain nombre de choses soient dites.

M. le Président. — Je voudrais faire une proposition. Puisque nous sommes tous d'accord sur le fond, nous pourrions réserver le vote sur ce texte et charger la présidence de l'harmoniser avec le texte de la lettre B de ce même paragraphe, de façon à éviter les redites. Cela pourrait être une solution.

Quel est votre avis, Mademoiselle Lulling ? ...

M^{lle} Lulling. — Non, Monsieur le Président, je crois qu'il est impossible de suivre une telle procédure.

Nous venons d'adopter la première partie du texte, mettons la deuxième aux voix. Si elle est rejetée, elle n'y figurera pas ; si elle est adoptée, elle figurera dans la résolution, et je dirai à M. Scarascia Mugnozza que le superflu est chose très nécessaire.

M. le Président. — Je mets aux voix le deuxième passage de l'amendement de M^{lle} Lulling.

Ce texte est adopté.

Sur la lettre C, je n'ai ni amendement, ni orateur inscrit.

Je mets ce texte aux voix.

Ce texte est adopté.

Sur la lettre D, je suis saisi d'un amendement n°5, présenté par M. Oele, au nom du groupe socialiste et dont voici le texte :

Rédiger comme suit l'alinéa D. de ce paragraphe :

« D de donner une nouvelle impulsion à une politique commune dans les domaines de l'approvisionnement en énergie et de la recherche scientifique et technologique, en accordant à la Communauté européenne de l'énergie atomique des moyens suffisants pour lui permettre de poursuivre et d'adapter la recherche nucléaire et en lui assignant de nouvelles tâches à moyen terme et à long terme, notamment dans le cadre d'accords éventuels avec des pays tiers européens ; ».

La parole est à M. Oele pour soutenir son amendement.

M. Oele. — (N) Monsieur le Président, le groupe auquel j'appartiens a noté avec attention que ce paragraphe tend à assigner à Euratom de nouvelles tâches à court terme, à moyen terme et à plus longue échéance. De nouvelles tâches donc, également dans le domaine non nucléaire à propos desquelles il ne se trouve aucune disposition dans le Traité.

Cela suppose que l'on dispose toujours de la pleine capacité et de la pleine efficacité de l'organisation d'Euratom au moment où cette institution sera en mesure d'assumer ces tâches. Il existe dans mon groupe les doutes les plus sérieux à cet égard. Nous sommes d'avis que sur ce point la situation est critique. Nous abordons maintenant la troisième année sans qu'il existe la moindre certitude sur une quelconque perspective pour Euratom dans le domaine de la recherche nucléaire pour lequel le traité donne expressément compétence à cette Communauté.

Nous estimons donc que cette déclaration générale selon laquelle on souhaite maintenir Euratom comme plate-forme pour la recherche technologique au sens plus large, devrait aussi tenir compte de ce problème politique d'actualité, et que nous devons établir